

LA CRISE COVID-19 AMORCE-T-ELLE UNE NOUVELLE TENTATIVE DE REFORMES ECONOMIQUES EN ALGERIE?

Khaled MENNA*
Samer MEHIBEL**

Received: 19/06/2020 / Accepted: 09/07/2020/ Published: 18/07/2020
Corresponding authors : khaledmenna@gmail.com

RÉSUMÉ

La crise sanitaire Covid-19 a ébranlé le monde. En plus de son lot de décès et pression sur le secteur et les praticiens de la santé, d'autres effets sont à craindre, spécialement, sur le plan économique. Cette crise, a coïncidé, pour l'Algérie, avec une crise pétrolière très aigue qui persiste depuis 2014. Cette situation devenue intenable, a poussé le gouvernement à réduire les dépenses publiques de fonctionnement de 50%.¹

Cette crise devrait être une opportunité pour en finir une fois pour toute avec le spectre de la rente. Longtemps considérée comme une aubaine et don du ciel, cette rente a fini par devenir une malédiction. Les effets de Covid-19 devraient accélérer le processus de réformes reléguées à chaque fois pour des considérations aussi bien politiques que d'ordre économiques. La pandémie a révélé des secteurs qui ont bien réagi à cette crise. D'autres secteurs ont montré un potentiel réel qui doit être valorisé (recherche scientifique, par exemple). Des secteurs restent à la traîne et souffrent d'un déséquilibre chronique et la Covid-19 n'a fait qu'aggraver leur situation.

* Maître de recherche A, CREAD, e-mail : khaledmenna@gmail.com

** Attaché de recherche, CREAD, e-mail : samer.mehibel@gmail.com

¹ Il s'agit de la deuxième réduction, après celle adoptée par le Conseil des ministres le 22 mars dernier, où il a été décidé de contracter les dépenses courantes de 30%. Décision du conseil des ministres tenu le 3 mai 2020.

MOTS CLÉS : Covid-19, réformes économiques, système de santé, crise économique, politique économique

JEL CLASSIFICATION : P21, H12, I18, E62

هل تؤدي الأزمة الصحية كوفيد 19 لحياء محاولة الاصلاح الاقتصادي في الجزائر

ملخص

هزت الأزمة الصحية كوفيد 19 العالم برمته وخلفت وراءها آثاراً عميقة ليس أقلها ارتفاع عدد المتوفين والضعوبات على ممارسي الصحة. كما شملت هذه الآثار القطاع الاقتصادي أيضاً. وتزامن نشوب هذه الأزمة في الجزائر مع الأزمة النفطية التي لا تزال مستمرة منذ سنة 2014. وأجبرت هذه الوضعية غير المستدامة الحكومة لتخفيض النفقات العمومية الجارية بحوالي 50%.

ومن المفروض أن تمثل هذه الأزمة فرصة للقطيعة مع النظام الربيعي. واعتبر الربع لمدة طويلة كهدية من السماء قبل أن يتحول إلى نقمة. ومن آثار جائحة كوفيد 19 أنها ستعمل على تعزيز مسار الاصلاحات الاقتصادية والتي يتم تأخيرها كل مرة لأسباب سياسية أكثر منها اقتصادية. وأظهرت هذه الجائحة أن قطاعات اقتصادية استطاعت مواجهتها بشكل جيد، في حين أن أخرى بشكل أقل. والمثير للانتباه أن بعض القطاعات أظهرت امكانيات هامة ومنسية وتحتاج لاسغلالها بشكل عقلائي (البحث العلمي على سبيل المثال). فيما أظهرت بعض القطاعات تأخراً واضحاً مرده لمعاناتها من قبل من اختلالات هيكلية عميقة لم تكن الجائحة إلا سببا لظهور قصورها بشكل علني.

كلمات مفتاحية: كوفيد 19، الإصلاحات الاقتصادية، النظام الصحي، الأزمة

الاقتصادية، السياسة الاقتصادية

تصنيف جال: P21, H12, I18, E62

IS THE COVID-19 CRISIS STARTING A NEW ATTEMPT OF ECONOMIC REFORM IN ALGERIA?

ABSTRACT

The Covid-19 health crisis has shaken the world. In addition to the death rate it has caused and the pressure on the health sector and its practitioners, other effects are to be feared, especially, on the economic level. This crisis coincided, for Algeria, with a very acute oil crisis which has persisted since 2014. This situation became untenable, pushed the government to cut public operating expenditure by 50%. This crisis should be an opportunity to end the rent spectrum once and for all. Long considered a boon and a gift from heaven, this rent ended up becoming a curse. The effects of Covid-19 are expected to accelerate the process of reforms, relegated each time for political rather than economic considerations. The pandemic has shown areas that have responded well to this crisis. Other sectors have shown enormous potential that has been ignored or forgotten and needs to be harnessed (scientific research, for example). Sectors lag behind and suffer from a chronic imbalance and the Covid-19 has only worsened their situation.

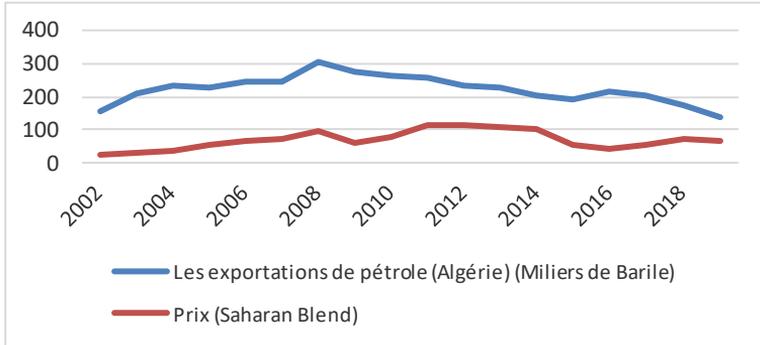
KEY WORDS: Covid-19, economic reforms, health system, economic crisis, economic policy

JEL CLASSIFICATION : P21, H12, I18, E62

INTRODUCTION

La propagation rapide de la pandémie Covid-19 à travers le monde a incité de nombreux gouvernements à introduire des mesures inédites pour la contenir. Des mesures urgentes ont été adoptées pour juguler une situation sanitaire à haut risque. Cette situation a laissé peu de choix aux autorités publiques dans l'optique de préserver les vies humaines. Ces mesures ont conduit à la fermeture temporaire de nombreuses entreprises, à des restrictions généralisées des voyages et mobilité, à des troubles, heureusement limités, dans certains marchés financiers internationaux et à une érosion de la confiance et une incertitude accrue sur les tendances futures des indicateurs économiques de base.

Comme dans tous les pays exportateurs de pétrole, la crise est de nature duale car l'effet de la pandémie sur l'économie est conjugué à celui de la baisse spectaculaire des prix du pétrole. En Algérie, la pandémie Covid-19 a aussi amplifié l'effet de cette baisse mondiale des prix sur la tendance baissière des exportations des hydrocarbures, qui sévit déjà dans le secteur depuis 2014. Cette crise va affecter sérieusement l'économie algérienne à travers son effet sur la demande domestique à cause de son impact direct sur les recettes fiscales pétrolières, mais aussi d'une manière indirecte (endogène), sur les recettes fiscales ordinaires (hors hydrocarbures). Cette situation devenue insoutenable (**Figure n°1**) à court terme, a poussé le gouvernement à réduire les dépenses publiques de fonctionnement de 50%. Cette démarche budgétaire, rendue plus que jamais nécessaire, aura certainement de lourdes répercussions économiques sur le moyen terme. Sur le plan social, les couches défavorisées et vulnérables seront les premières touchées des conséquences de cette crise. En effet, les travailleurs journaliers qui activent généralement dans l'informel, et les petites et moyennes entreprises PME nécessitent respectivement des aides directes (transferts en cash) et des mesures fiscales rapides et adaptées pour leur permettre de survivre raisonnablement durant la période de la crise.

Figure n°1. Les exportations de pétrole (Algérie) (2002-2019)

Source : AIE & JODI-OIL Database.

Il est clair que la situation actuelle de l'économie mondiale est très incertaine et que les projections à terme de l'évolution de l'économie nationale doivent être sujettes à un suivi continu et à une prise en compte sérieuse. Les projections du Fonds Monétaire International (FMI, 2020) donnent une croissance du PIB réel de 0.7 % pour la fin de l'année 2019 et -5.2 % pour la fin de l'année 2020. Le déficit de la balance du compte courant va encore se creuser pour passer de - 9.6 % (2019) à 18.3 en 2020, et le taux de chômage passera à 15,1 % en 2020. Ces chiffres signifient la forte contraction que va subir l'économie Algérienne au niveau de la production, dépenses des ménages, investissements des entreprises et commerce international.

L'ampleur de la pandémie a mis une pression sans précédent sur les capacités de l'Algérie à faire face à cette crise sanitaire. La mobilisation² de tous les acteurs concernés par l'opération a permis de limiter les conséquences néfastes.

L'absence de certains services, devenus de base, durant le confinement (paiement électronique par exemple) et les impacts négatifs que redoutent les couches les plus défavorisées nous

² Cette mobilisation est allée jusqu'à la mobilisation des appareils des forces aériennes pour l'acheminement des médicaments et équipements médicaux en provenance de la Chine

interpellent sur le retard cumulé par l'Algérie à enclencher un processus de réformes économiques viable. Ces réformes, reléguées à chaque fois, pour des considérations politiques, pourraient, nous semble-t-il, avoir un nouveau souffle dans ces conditions particulières. On considère que cette crise offre plus d'arguments à la nécessité d'assoir l'économie algérienne sur des bases de la concurrence, d'ouverture commerciale et la liberté d'investir et d'entreprendre. Cela nous amène à se demander est-ce que l'actuelle crise de Covid-19 permettra le lancement d'une nouvelle tentative de réformes économiques en Algérie ?

Si les différentes « éditions » des réformes enclenchées depuis 1986 n'ont pas abouti, pour diverses raisons, l'opportunité est présente pour y réfléchir sérieusement. Pour y parvenir nous présentons une évaluation sommaire de la performance de la stratégie adoptée par l'Algérie pour lutter contre la Covid-19. Ensuite nous présenterons les différentes tentatives de réformes économiques menées mais inachevées. La troisième partie sera consacrée à la discussion d'éventuelles pistes de réformes qui peuvent être entreprises. Nous terminons par une conclusion.

1- ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE LA STRATÉGIE ADOPTÉE POUR LUTTER CONTRE LA COVID-19

La stratégie adoptée a été basée sur le confinement complet ou partiel des régions touchées, la distanciation sociale et la mobilisation de tous les moyens du secteur de la santé. Si l'évaluation de cette démarche est précoce, cela n'a pas empêché certains chercheurs de se lancer dans cette entreprise. LO & Sy (2020) proposent un indice synthétique qui résume les performances respectives des pays en ce qui concerne leur stratégie de lutte contre la Covid-19, l'indice est appelé « Covid-19 severity index ou l'indice de gravité de Covid-19 ». Cet indice permet d'estimer la gravité de la pandémie dans différents pays. En se basant sur les travaux de Nardo et al. (2008), LO & Sy ont suivi les étapes suivantes pour la construction de l'indice : (i) sélection des indicateurs qui composent l'indice ; (ii) le traitement des données ; (iii) choix de la méthode de normalisation des indicateurs ; (iv)

sélection de la pondération à attribuer à chacun des indicateurs ; (v) choix de la méthode d'agrégation des indicateurs. L'indice a été calculé pour 169 pays avec une fréquence hebdomadaire.

Afin de sélectionner les indicateurs utilisés dans la composition de l'indice, six variables regroupées en trois dimensions (infections, guérisons et décès) ont été choisies pour constituer l'indice de gravité : (i) le taux d'infection ; (ii) le taux de décès ; (iii) le taux de guérison ; (iv) le taux de contrôle de la maladie ; (v) la progression de nouvelles infections au cours de la période récente ; (vi) l'afflux de nouveaux décès. Les trois premiers constituent ce qu'on appelle « les indicateurs de stock » et les trois derniers constituent « les indicateurs de flux ».

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) la gravité d'une pandémie virale comporte trois éléments : (i) la transmissibilité du virus, (ii) la gravité de la maladie, et (iii) son impact. La gravité d'une maladie varie d'un pays à un autre et change continuellement pendant la période de transmission (**Tableau n°1**).

Tableau n°1. Changement de score dans les pays du Maghreb et quelques pays référence entre le 14 Avril et le 10 Mai 2020

Pays	Score	Score	Score	Classeme	Classemen	Classeme
	au 10 Mai	au 25 Avril	au 14 Avril	nt au 10 Mai	t au 25 Avril	nt au 14 Avril
Algérie	0,74	0,80	0,71	89	60	41
Tunisie	0,91	0,79	0,58	42	67	81
Maroc	0,84	0,57	0,52	66	131	117
Nouvelle Zélande	0,99	0,99	0,90	3	2	10
Corée du Sud	0,97	0,95	0,93	15	10	5

Source : Moubarack LO and Amaye Sy, EMNES Working Paper No 32 / June, 2020

Pour les pays du Maghreb, les scores se situent entre 0,91 (Tunisie) et 0,52 (Maroc) avec une moyenne de 0,71. La Tunisie affiche la plus forte hausse (forte baisse de gravité) de l'indice en une semaine entre le 14 et le 25 Avril tandis que le Maroc enregistre la plus forte hausse de l'indice entre le 25 Avril et le 10 Mai. L'Algérie par contre, et après avoir enregistré une hausse entre le 14 et le 25 Avril, enregistre une

baisse (hausse de gravité) entre le 25 Avril et le 10 Mai, faisant de sa performance la plus faible au Maghreb.

Les performances de la nouvelle Zélande et de la Corée du Sud sont les meilleures au monde. La gravité en nouvelle Zélande continue à diminuer depuis le 18 mars, entre le 28 février et le 18 mars elle enregistre une augmentation rapide (de 0,8 à 0,45). Au 10 mai, la Nouvelle-Zélande atteint la gravité la plus faible (score le plus élevé) parmi les 169 pays sélectionnés.

LO & Sy (2020) procèdent par la suite à une classification de l'indice de gravité de Covid-19 en cinq classes et, ainsi, une identification des limites optimales (**Tableau n°2**)

Tableau n°2. Statistiques descriptives des classes

Classes	Nombre de pays	Minimum	Maximum	Médiane	Moyenne	
Gravité	Très bas	22	0.90	0.99	0.94	0.94
	bas	24	0.80	0.89	0.85	0.85
	Modéré	29	0.65	0.79	0.70	0.70
	Elevé	41	0.50	0.64	0.58	0.58
	Très élevé	16	0.33	0.47	0.44	0.42

Source : Moubarack LO and Amaye Sy, EMNES Working Paper No 32 / June, 2020

Il est clair à travers la lecture du **Tableau n°2** que les pays avec une gravité "très faible ou faible" ont des performances nettement meilleures que les pays à gravité "modérée" et encore avec une gravité "très élevée ou élevée"

Suivant la classification proposée par LO & Sy, on peut classer les pays du Maghreb comme suit :

Tableau n°3. Classification des pays du Maghreb et quelques pays référence entre le 14 Avril et le 10 Mai 2020

Pays	10 Mai	25 Avril	14 Avril
Algérie	Modéré	Bas	Modéré
Tunisie	Très bas	Modéré	Elevé
Maroc	Bas	Elevé	Elevé
Nouvelle Zélande	Très bas	Très bas	Très bas
Corée du Sud	Très bas	Très bas	Très bas

Source : Par les auteurs suivant Moubarack LO and Amaye Sy, EMNES Working Paper No 32 / June, 2020

On peut avancer que l'Algérie a connu une sorte de performance stationnaire autour d'une gravité modérée et bas, avec un recul en terme de gravité après avoir atteint une gravité modérée (**Tableau n°3**). Les efforts du Maroc ont été récompensés en passant d'une gravité « élevée » à une gravité « bas ». La Tunisie, représente la meilleure performance parmi les pays du Maghreb. Sa stratégie de lutte contre la Covid-19 a donné ses fruits en passant d'une gravité « élevée » à une gravité « très bas » en l'espace d'un mois.

Les exemples incontournables sont ceux de la Nouvelle Zélande et la Corée du Sud qui ont, grâce à une stratégie très efficace, su garder une gravité « très bas » tout au long de leur combat contre le virus. L'enseignement phare de cette crise est d'assurer la sécurité du pays sur plusieurs niveaux.

Les résultats que nous venons de présenter ne concernent que la stratégie sanitaire et les moyens déployés pour endiguer la crise du Covid-19. Les premiers signes des impacts économiques et sociaux de cette pandémie commencent à se faire sentir surtout parmi les populations les plus vulnérables. Nous considérons que si les réformes enclenchées sont menées à terme les conséquences seront plus ou moins maîtrisées. La baisse drastique des prix du pétrole sur le marché international a accentué la vulnérabilité de l'économie algérienne. Dans ce qui suit nous tenterons de présenter les principales étapes du processus des réformes inachevées.

2- LES TENTATIVES DE REFORMES ECONOMIQUES EN ALGERIE : L'ETERNELLE TRANSITION

La nécessité de réformer un système est dictée par plusieurs facteurs. Le déclin de la production dû à la mauvaise allocation des ressources, la crise de l'endettement extérieur et le désir de se « débarasser » d'un système qui n'a pas réuni le consensus ont amené les pays de l'Europe de l'Est à emprunter le chemin de la réforme. Ce chemin est connu maintenant sous l'appellation de la transition vers l'économie de marché. La forme de cette réforme, sa densité, ses séquences et ses impacts sur l'activité économique et les couches sociales n'ont pas fait l'unanimité parmi les chercheurs. Ces réformes

sont la résultante d'une volonté politique adossée à un consensus social qui garantira une transition « souple ». Si les conditions nécessaires pour lancer ces réformes ont été réunies, leurs mises en œuvre et leurs aboutissements alimentent encore le débat. On considère aussi que le programme d'ajustement structurel appliqué par l'Algérie (1995-1998) n'est pas une fin en soi et ne pouvait pas être considéré comme un programme de réformes structurelles. Il s'agit en réalité d'un programme pour la reconstitution des équilibres afin de permettre au pays de constituer des réserves, pour rembourser sa dette extérieure.

2.1- Une réforme « nécessaire » dans un environnement « hostile »

En Algérie, les réformes économiques, ont été entamées sous la pression des facteurs exogènes. Les recettes issues des hydrocarbures étaient quasiment, la seule locomotive pour enclencher un processus de réformes en 1986. Mais, la crise ne date pas uniquement de cette année. En effet, celle-ci a été enclenchée, depuis le début de la décennie 1980, avec les résultats médiocres de la politique industrielle. Le choix de la sidérurgie n'a pas été salué même par l'un des initiateurs de la politique économique à l'époque : Abdellatif Benachou (Benachou, 1992). Des critiques, émanant d'autres chercheurs, n'ont pas trouvé de justificatifs pour l'abandon de l'option de l'industrie de la pétrochimie (Andreff et Hayab, 1978).

À la fin des années 80, les pouvoirs publics étaient confrontés à deux défis majeurs: agir en urgence pour contenir la récession économique et répondre à la demande sociale croissante et approfondir le programme de réformes entamé en 1987 pour réunir les conditions d'une croissance économique durable, à long terme. Les priorités de ce programme étaient de rétablir la croissance économique, correction des déséquilibres macroéconomiques et les distorsions des prix et contenir l'inflation. Mais les défis de ce programme étaient trop complexes liés à la promotion du secteur privé national, la restructuration et la réforme des entreprises publiques, l'approfondissement de la réforme du secteur agricole, le développement d'un secteur financier compétitif, l'amélioration des

performances du marché du travail et le renforcement de la protection sociale conformément aux besoins de l'économie et l'intégration au marché mondial.

Pour concrétiser le programme des réformes souhaité, des conditions préalables doivent être remplies. Ce que Roland (1997) qualifie de conditions nécessaires pour empêcher toute tentative de retour à la case départ. Parmi ces conditions, nous pouvons en citer quatre qui sont préalables à la réforme et qui nous semblent pertinentes pour toute réforme : un secteur privé dynamique, une culture ambiante pro-réforme, un environnement macroéconomique adéquat adapté aux réformes et des conditions externes favorables.

Sans entrer dans les détails de ce programme³, initié en 1987 et interrompu en juin 1991, nous tenterons d'esquisser les causes de l'échec de cette première tentative de réformes.

2.1.1. La problématique du rent seeking

Depuis la publication de l'article d'Anne Krueger sur le rent seeking (Krueger, 1974) qui décrit d'une manière originale les pratiques liées au rent seeking relatif aux autorisations d'importation, cette notion a pris de l'ampleur et constitue même un socle d'études autour de l'Etat rentier. Cette notion de rent seeking a poussé d'autres auteurs tels que Gleb (Gleb, 1989) et Auty (Auty, 2001) à élargir leurs investigations aux pays exportateurs de pétrole. Ils ont trouvé que l'existence d'une richesse minière ou pétrolière encourage les pratiques de prédation et de rent seeking contraire aux pratiques

³ Pour une lecture plus approfondie de ce programme le lecteur peut consulter plusieurs références, entre autres, SID AHMED A. (2001), « Algérie ; quel développement ? Paradigme du consensus de Washington ou paradigme asiatique ? » in Où va l'Algérie, MAHIOU A et HENRY J R (edits). Paris : Editions KARTHALA-IREMAM, pp 96-123. Concernant le volet financier : OUFRIHA F Z.(2007), «La difficile transformation du système bancaire en Algérie», in L'Algérie face à la mondialisation, Dakar : CODESRIA, pp 115-163. L'ouvrage d'Ahmed Dahmani donne plus de détails sur toute la période avant et après réformes : DAHMANI A. (1999), L'Algérie à l'épreuve. Economie politique des réformes, 1980-1997. Alger : Casbah éditions.

productives. Les modèles initiés par Lane et Tornell (Lane et Tornell, 1996) et Torvik (Torvik, 2002) ont confirmé ce point de vue.

Le problème de rent seeking est considéré comme un aspect lié aux économies riches en ressources naturelles. L'exportation de ces richesses leur permettent de cumuler des ressources financières substantielles. En raison de cette richesse "imprévisible", des groupuscules (lobbies) se constituent autour d'elles, que ce soit dans l'administration publique ou dans la sphère des hommes d'affaires privés, pour maintenir le statut-quo, même si celui-ci n'est pas optimal.

Ces lobbies empêchent toute tentative de réforme qui conduirait à l'application de règles de transparence à tous les niveaux. L'abandon de cette culture rentière n'aura lieu que si les responsables de la politique économique, ou les acteurs du secteur financier, et les bénéficiaires de la rente, estiment que la poursuite de ce chemin mènera inévitablement au désastre. Cette prise de conscience est nécessaire et importante pour poursuivre la réforme. Le relâchement de la contrainte extérieure (hausse des prix du pétrole), risque de conduire au retour à la case départ.

2.1.2 . L'héritage colonial

L'administration algérienne a hérité d'un système administratif et économique colonial. Si quelques modifications ont été introduites sur son fonctionnement, il n'en demeure pas moins que l'esprit y reste, sans toutefois que ce soit volontaire. Ceux qui travaillent dans les administrations publiques, durant la période de planification, avaient parfois, le sentiment que leur légitimité émane de l'État, et la « récompense » vient aussi de lui (Benachenhou, 1992). Les cadres dirigeants, les cadres collaborateurs, le personnel et les salariés à tous les niveaux, que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé sollicitent l'appui de l'Etat pour bénéficier des marchés publics, réaliser des bénéfices, et même obtenir des promotions. Il est difficile dans ces conditions "patriarcales" de parler de partage des risques réels et d'accepter la présence étrangère dans les entreprises et le marché comme lieu d'échange entre les agents économiques. Cet

esprit s'ajoute au fait que la stratégie de développement socialiste imputant un rôle premier à l'Etat adoptée à l'indépendance, fut un produit de l'héritage colonial.

Ce choix d'une telle stratégie de développement était contradictoire avec la structure économique héritée de la présence coloniale (Zouache, 2012).

2.1.3. Les conditions extérieures

Les conditions extérieures sont considérées comme l'un des facteurs les plus importants et nécessaires au succès du processus de réforme, à savoir la dette, l'existence des marchés extérieurs pour l'exportation, des prix du pétrole relativement stables sur le marché mondial et les investissements directs étrangers.

Les réformes nécessitent des moyens de paiement en devises pour financer les importations de matières premières par les institutions. Mais le gap qui existe entre le taux de change officiel et parallèle génère des pertes surtout avec la dévaluation du Dinar. Dans ce sens, le FMI a suggéré à plusieurs reprises aux autorités algériennes d'unifier le marché des changes. La dévaluation répétée du dinar, la libéralisation des échanges et l'assouplissement des contrôles des changes ont contribué à réduire sa taille et l'écart entre le marché officiel et le marché parallèle, mais des mesures supplémentaires seraient nécessaires. Kenniche (2003) a critiqué la démarche proposée par le FMI et argumente que la dévaluation ne représente plus un instrument viable car le dinar n'est plus aussi surévalué qu'avant. Au lieu de cela, des réformes doivent aller beaucoup plus loin afin d'éliminer complètement ce marché, et donc revoir le régime de taux de change, devient une nécessité.

La réussite des réformes nécessite aussi des marchés pour l'exportation de produits. La part des exportations des hydrocarbures est de l'ordre 95%.

L'échec des réformes de la première génération est dû, en partie, à l'absence de ces conditions. La crise de la dette extérieure a marqué le début de la décennie 90 et n'a pas laissé au gouvernement que le choix

d'aller directement vers le rééchelonnement de la dette et l'application d'un programme d'ajustement structurel (1995-1998).

Quant au FMI, il a énuméré trois raisons principales pour lesquelles l'Algérie a cessé de mettre en œuvre le programme d'ajustement subventionné par le Fonds en 1991 (Nashashibi et al, 1998). La première raison est liée à la décision des autorités de ne pas recourir au processus de rééchelonnement de la dette extérieure avec les clubs de Paris et de Londres, ce qui a réduit l'accès aux fonds supplémentaires fournis par le programme. La deuxième raison consiste en le blocage d'une partie du financement supplémentaire pour l'année 1991, ce qui a entraîné une réduction de 11% des importations et l'effondrement de la production, notamment dans les secteurs industriels et de la construction. La troisième raison est le manque de consensus des partenaires sociaux autour du programme.

Durant les deux dernières décennies, les réformes économiques étaient reléguées aux calendes grecques. L'embélie financière sans précédent, qu'a connue l'Algérie n'a pas incité le gouvernement à enclencher un processus de réformes⁴.

La situation actuelle est inédite. La conjugaison de la crise pétrolière et la crise sanitaire devrait pousser le gouvernement à réfléchir sérieusement à lancer un processus de réformes économiques.

3- COMMENT TRANSFORMER LES DEFIS DE LA COVID-19 EN OPPORTUNITES POUR AMORCER LES REFORMES ECONOMIQUES ?

Cette crise devrait être une opportunité pour en finir une fois pour toute avec le spectre de la rente. Longtemps considérée comme une aubaine et don du ciel, cette rente a fini par devenir une malédiction. Les effets de la Covid-19 devraient accélérer le processus de réformes reléguées à chaque fois pour des considérations politiques et/ou d'ordre économiques. La pandémie a révélé des secteurs qui ont bien

⁴ La période (1999-2019) mérite à elle seule une étude à part étant donné que l'aisance financière était sans précédent, mais n'a pas permis, malheureusement, l'instauration d'une économie viable et une croissance inclusive.

réagi à cette crise. D'autres ont montré un potentiel réel mais négligé et qui doit être valorisé (recherche scientifique, par exemple). Des secteurs restent à la traîne et souffrent d'un déséquilibre chronique et la Covid-19, n'a fait qu'aggraver leur situation.

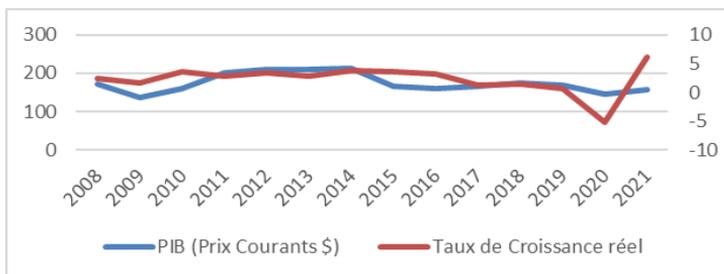
Sur le plan économique, il est urgent que l'Algérie revoit son paradigme de développement. Ce dernier basé sur l'exploitation et la distribution de la rente a créé des distorsions plus qu'il n'en faut : les pratiques de rent seeking, une désindustrialisation à outrance et la généralisation de la corruption pour ne citer que ces phénomènes. L'argument de l'économiste Raúl Prebisch (Boyer, 2012) qui défend la thèse que les pays en développement doivent remplacer les importations par des produits domestiques à cause des gains potentiels de l'industrialisation par la substitution des importations est tombée en disgrâce à cause de ces graves conséquences sur l'endettement. En Algérie, les limites de cette politique sont plus que visibles depuis l'application de certaines mesures protectionnistes. Il s'agit, en effet, des mesures controversées décriées par le monde des affaires. Leur maintien a suscité beaucoup d'interrogations.

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale⁵ sur les impacts de la crise Covid-19 sur les économies exportatrices du pétrole, une chute de 11% du PIB est estimée pour les cinq prochaines années. En Algérie, la croissance du PIB réel atteint 2,5 % en 2018 contre 1,4 % en 2017, principalement en raison de la croissance du secteur hors hydrocarbures (5,2 %) et de l'importance des dépenses budgétaires (36,7 % du PIB). Le secteur des hydrocarbures reste atonique (en recul de 0,1 %).

Le modèle de croissance de l'Algérie, fondé sur la redistribution des recettes pétrolières et gazières par un vaste secteur public, avait déjà besoin d'être revu en profondeur avant la chute des cours pétroliers, étant donné que les réserves connues de pétrole et de gaz (à l'exception du gaz de schiste) ne devraient durer que le temps d'une ou deux générations, (IMF, 2018).

⁵ World Bank (2020). Global economic prospects, Lasting Scars of the COVID-19 Pandemic. Chapter 3.

Figure n°2. PIB (A prix courants \$) et Taux de croissance du PIB



Source : IMF statistical appendix, April, 2020.

Les réformes économiques, si on se fie à ce concept, dans un contexte d'une économie rentière prendront plusieurs dimensions. L'Etat dans un système rentier n'est pas jugé sur sa compétence et ses résultats économiques mais pour sa capacité de redistribuer et de dépenser les recettes. Le fait d'aborder les réformes comme un élément phare dans un contexte particulier, qui est la Covid-19, nous amène à supposer que les tentatives précédentes ont échoué à cause de plusieurs facteurs. En tout cas, nous pensons qu'elles ont souffert du manque de « solidarité » de la part de la population d'une part, et une partie de la classe politique et intellectuelle d'autre part.

Cette crise sanitaire mondiale nous semble propice à des réformes qui pourraient être menées avec plus de chance de réussite.

Dans le monde des statistiques, l'attention est surtout portée sur la propagation et l'impact du virus. Dans le premier cas, cela concerne bien sûr les statistiques sur le nombre de cas et l'évolution de ces cas. Cependant, les autres impacts de Covid-19 suscitent un grand intérêt, y compris les impacts économiques et sur le marché du travail. Ces impacts ont été immédiats et très importants, et devraient se poursuivre dans un avenir proche ou potentiellement au-delà. Dans le cas du marché du travail, plusieurs millions de travailleurs dans un grand nombre de pays ont été directement touchés par les fermetures des entreprises. Certains sont en mesure de poursuivre leur travail grâce au télétravail ou à des accords de travail à distance. Beaucoup d'autres ont vu une réduction ou une perte totale de leurs moyens de subsistance. D'autres encore, par exemple, les travailleurs de la santé

ou de la sécurité publique, connaîtront un type de changement différent, à savoir une énorme augmentation de la charge de travail, face à la crise.

Suivre et décrire tous ces changements est un grand défi pour les statistiques officielles à travers le monde. Les mesures ou encore les restrictions nécessaires pour lutter contre la Covid-19 créent un sérieux obstacle aux approches et opérations normales de collecte de données, exactement au moment où il y a une augmentation massive de la demande d'informations. De plus, la situation évolue rapidement, rendant impossible une planification normale. Le bureau international du travail dans une contribution sur son site internet évalue la manière avec laquelle les organes en charge des statistiques publiques ont pu ou non collecter les informations nécessaires sur le marché du travail pendant cette crise sanitaire et nous rapporte que l'Enquête nationale sur la population active en Algérie a été suspendue et que le changement du mode de collecte des données peut nécessiter du temps pour le développement, les tests et un financement supplémentaire. Ce qui va rendre l'évaluation de l'impact de Covid-19 sur le marché du travail difficile et même sur les autres secteurs de l'économie ce qui laisse le champ à la presse de dresser un tableau sur la gravité de la situation.

L'introduction des TIC et la nécessité de généraliser la digitalisation de l'économie pourraient être un facteur clé de la réussite des réformes. Au lieu de compter, uniquement, sur les appuis traditionnels tels que les partis politiques, les syndicats, le patronat, la société civile, une autre alternative s'impose d'elle-même. Il s'agit de la généralisation des TIC y compris le e-government, la monétique, les services financiers de qualité, et tout aspect lié à la modernisation de l'économie. Cela permettra, non seulement, d'éradiquer la bureaucratie, légendaire en Algérie, mais de renforcer la transparence et la bonne gouvernance.

Une des clés de réussite de toutes réformes engagées partout dans le monde c'est la réforme bancaire et financière chantier inachevé en Algérie depuis 30 ans. Pourtant, les dernières statistiques sur le e-

paiement montre un saut plus ou moins significatif de l'utilisation de ces moyens de paiement.

Le nombre d'opérations de paiement électronique ces quatre premiers mois de l'année en cours a atteint "728.394 opérations effectuées par des usagers de différents secteurs", dont 93,34%% réalisées uniquement dans le secteur des télécommunications (Algérie Télécom, Mobilis, Djezzy et Ooredoo), soit 679.914 opérations, à travers l'utilisation des services de rechargement de compte et de paiement de factures de téléphone et d'abonnement Internet.⁶

Les opérations de paiement électronique effectuées à travers ladite plateforme a atteint, depuis le début de la mise en œuvre du confinement sanitaire en mars dernier, "273.000 opérations/mois" contre 52.000 opérations/mois en 2019", soit un quintuplement des opérations"⁷. L'ensemble des montants financiers résultant des opérations, exécutées les quatre premiers mois de l'exercice 2020, selon la même source, s'est élevé à plus de 959 millions de Da. Le mois d'avril représente, à lui seul, 33,78% de ce total, soit 324 millions de Da, sachant que « le bilan de l'exercice 2019 en entier, a atteint 504 millions de Da ».

Cette « avancée » pourrait être saisie pour enclencher un processus de digitalisation de toute l'économie. Il faut reconnaître que les obstacles sont à déplorer tant sur le plan des politiques que sur le niveau d'exécution. Cette pandémie a consacré la notion de sécurité, dans toutes ses dimensions, comme un élément primordial de la réussite de tout processus de réformes.

3.1- Les IDE le nouveau cheval de bataille de l'ère après Covid-19

La Cnuned (Cnuced, 2020) a estimé qu'avec des scénarios de propagation de l'épidémie allant d'une stabilisation à court terme à une poursuite tout au long de l'année, la pression à la baisse sur les

⁶ Statistiques du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) (2020).

⁷ Statistiques présentées par le ministère de la Poste et des Télécommunications.

IDE sera de -30% à -40% (par rapport aux prévisions précédentes qui prévoyaient une croissance marginale des IDE pour 2020-2021). Les principaux pays qui connaîtront un ralentissement des IDE seront ceux qui sont le plus gravement touchés par l'épidémie ainsi que ceux qui ont été contraints de prendre les mesures les plus drastiques pour contenir la propagation du virus. Mais la bonne nouvelle, est que l'Afrique est le continent qui sera probablement le moins impacté. Les projections de revenus des multinationales présentes sur le continent n'ont été revues à la baisse que de 1%, contre, par exemple, une baisse de 9% au niveau mondial.

Cela, ne doit pas nous empêcher de dire que la problématique des IDE en Algérie reste toujours d'actualité. Si la baisse actuelle des prix de pétrole a redonné un nouveau souffle à cette ancienne-nouvelle problématique, les mécanismes de leur attractivité restent obsolètes. Présentés comme une source de financement non génératrice de dette et un vecteur de transfert technologique, les IDE peuvent être un moyen sûr pour promouvoir une croissance durable et inclusive.

L'Algérie, comme les autres pays méditerranéens, ont attiré peu d'IDE. En 2014, Les flux entrants d'IDE ont diminué de 44,1% (après avoir régressé de 12,8% en 2013), passant de 2,7 Milliards USD à 1,5 Milliards USD (Cnuced, 2015). A titre de comparaison les flux d'IDE dans la région Afrique du Nord ont baissé de 8,4% en 2014 (après avoir baissé de 19,3% en 2013).

La faible performance de l'Algérie en termes de flux des IDE peut être attribuée au manque d'attractivité. Les IDE sont perçus, et pensés, comme un moyen de financer la balance des capitaux, et comme une possibilité pour transmettre du savoir-faire technologique ou pour développer des secteurs, une opportunité ou un risque pour le pays qui les accueille. La R&D, qui est un des points faibles de l'Algérie, ne doit pas concerner que le domaine technologique. La connaissance du pays par lui-même est cruciale pour se penser, et, en l'occurrence, on pensera ici concrètement à organiser un vrai soutien à la recherche en sciences sociales, par exemple. (Menna et Mehibel, 2018).

3.2- La nécessité d'une réflexion « urgente » sur l'économie informelle

L'écrasante majorité des travailleurs de l'économie informelle sont plus exposés aux risques liés aux aspects sanitaires et sécuritaires. Ils ne bénéficient d'aucune protection sociale appropriée et ont une probabilité accrue de souffrir de maladie, d'accident ou de même de décéder. La Covid-19 ajoute à ces risques un risque majeur de contamination dans des lieux non protégés. S'ils tombent malades, la plupart des travailleurs, y compris les migrants⁸, n'ont pas un accès garanti aux soins médicaux et aucune sécurité de revenu par le biais de prestations de maladie ou d'accident du travail. S'ils ne sont pas en mesure d'accéder aux soins de santé, le virus se répandra plus largement, avec des conséquences fatales. Même dans le cas où l'accès aux soins est possible, nombre d'entre eux auront à déboursier des frais qui les forceront à s'endetter ou à vendre leurs actifs productifs, les plongeant dans une pauvreté plus profonde. Avant la crise, 100 millions de personnes, dans le monde, tombaient dans la pauvreté chaque année en raison d'importantes dépenses de santé. Et pour beaucoup, en particulier dans les zones rurales, les services de santé ne sont pas disponibles.⁹

Devant l'indisponibilité des statistiques sur les activités informelles et les personnes qui les exercent, il est nécessaire de mener des études approfondies sur cette catégorie de travailleurs qui semblent les plus touchées par cette pandémie.

A ces niveaux de sécurité, que le pays doit impérativement se doter des politiques sectorielles qui, non seulement, aideront à se prémunir contre les risques cités ci-dessus, mais seront un gage de réussite des politiques publiques. On peut citer, sans être exclusif, quelques politiques qui nous semblent prioritaires à mettre en place :

- a. Engager des politiques concordantes au profit du développement des PME/PMI.

⁸ ILO (2020). Protecting migrant workers during the COVID-19 pandemic: Recommendations for Policy-makers and Constituents.

⁹ ILO Brief (2020). COVID-19 crisis and the informal economy : Immediate responses and policy challenges

- b. Diversification économique axée sur la politique industrielle du pays. Il ne s'agit pas juste d'un titre, mais plutôt, une stratégie, que les autorités publiques doivent œuvrer à appliquer pour les années à venir.
- c. Relever les défis liés au développement global et durable à moyen et long terme.

CONCLUSION

Il est encore trop tôt pour prévoir l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les pays du Moyen-Orient et du Maghreb et notamment l'Algérie, mais il existe des preuves suffisantes qu'elle aura un coût économique élevé et de nombreuses conséquences sociales, économiques et politiques. À moins qu'un vaccin efficace contre cette maladie ne soit commercialisé, l'Algérie, comme de nombreux autres pays dans le monde, sera confrontée à un dilemme majeur : soit elle réduit les mesures de prévention qui ont un coût social et économique élevé, ce qui ouvre la porte à davantage de cas de contaminations et de décès, soit elle maintient ces mesures tandis que l'économie se détériore et l'agitation sociale augmente.

Cette crise sanitaire mondiale a mis à nu les systèmes de santé des pays développés qui ont enduré une pression sans précédent. Les scénarios les plus catastrophiques ont été évités. Le nombre de cas déclarés positifs et les décès sont restés dans une optique « raisonnable ». Mais reste que le traitement des effets de cette crise et l'opportunité qui s'offre à l'économie algérienne est problématique.

Peut-on espérer une mutation profonde de l'économie algérienne et une prise de conscience de la nécessité d'entamer un processus de transformation et de rupture avec l'économie de la rente ? la réponse à cette question que nous avons essayé de fournir tout au long de cet article nous semble compliquée et peut être prématurée. Si la crise a montré l'urgence de prendre au sérieux les problèmes que connus par le système de santé, qui relève maintenant de la sécurité nationale, les autres secteurs économiques ne sont pas des moindres. Il a été constaté des défaillances sur plusieurs niveaux qui ne sont pas le

résultat direct de la pandémie mais son déclenchement a accentué leur sévérité. Celles-ci se concentrent sur :

1. Le retard impardonnable dans la mise en place d'un système bancaire efficace avec des services de qualité surtout la monétique qui font défaut lors de cette crise ;
2. L'ampleur de l'économie informelle et ses impacts sur les couches les plus défavorisées. La crise a montré la nécessité d'entamer une réflexion sérieuse, non pas seulement pour les raisons de la Covid-19, mais pour une solution pérenne qui permettra de préserver la dignité de ces personnes.
3. Le renforcement des capacités productives dans les domaines stratégiques (production pharmaceutique, pour ne pas citer que cette branche d'activité) qui peut créer des emplois, mais encore, sécuriser l'approvisionnement en matières stratégiques au moment de crises.
4. L'utilisation des TIC d'une manière efficace qui permet d'enclencher un processus vertueux de croissance inclusive basé sur l'économie du savoir avec toutes ses déclinaisons.
5. L'ouverture, dans toutes ses formes : commerciales, sur les investissements étrangers, sur la diaspora nationale, sur les compétences étrangères et sur la société civile. Il n'est pas possible de continuer de fonctionner comme cela se faisait dans les années précédentes. Si les réformes ont échoué, dans leur première version, au début des années 90 c'est parce qu'elles n'ont pas trouvé le soutien nécessaire d'une assise populaire et même des intellectuels. L'occasion se présente pour profiter de cette conjoncture propice pour commencer un processus de transformation capable de créer la différence entre un présent incertain et un futur prospère.

Références bibliographiques

Andreff W., Hayab A., (1978). «Les priorités industrielles de la planification algérienne sont-elles vraiment industrialisantes ?». *Revue Tiers-Monde*, tome 19 n°76. pp. 867-892.

- Auty, R. M. (2001).** *Resource abundance and economic development.* Oxford: Oxford University press.
- Benachenhou A.,** (1992), «L'aventure de la désétatisation en Algérie». *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°65, L'Algérie incertaine. pp. 175-185.
- Boyer R.,** (2012). Diversité et évolution des capitalismes en Amérique latine. De la régulation économique au politique. *Revue de la régulation Capitalisme, institutions, pouvoirs.* 11 | 1er semestre / Spring 2012 : *Les capitalismes en Amérique latine. De l'économique au politique.*
- Dahmani A.,** (1999), *L'Algérie à l'épreuve. Economie politique des réformes, 1980-1997.* Alger : Casbah éditions.
- Gelb, Alan H.,** (1989). "Financial policies, growth, and efficiency," *Policy Research Working Paper Series 202,* The World Bank.
- Oufriha F Z.,** (2007), «La difficile transformation du système bancaire en Algérie», in *L'Algérie face à la mondialisation,* Dakar : CODESRIA, pp 115-163.
- Krueger O.A.,** (1974). « The Political Economy of the Rent-Seeking Society ». *The American Economic Review*, Vol. 64, No. 3, pp. 291-303.
- Lane R., Tornell A.,** (1996). «Power, growth and the Voracity Effect», *Journal of Economic Growth*, 1(2), pp 213-241.
- Menna Kh., & Mehibel S.,** (2018). La problématique des IDE en Algérie : paradoxes d'une économie attractive faiblement attrayante. *Les cahiers du cread.* Vol 33. n°119/120.
- Moubarack L., and Amaye S.,** (2020). *A covid-19 severity index.* EMNES Working Paper No 32 / June, 2020.
- Nardo M., Saltelli A., Saisana M., & Tarantola S.,** (2008). *Handbook on Constructing Composite Indicators,* joint publication of the OECD and European Commission, Paris and Brussels.
- Roland G.,** (1997). «Political constraints and the transition experience», in Zecchini S. (dir), *Lessons from economic transition. Central and Eastern Europe in the 1990s,* Dordrecht, OCDE, Kluwer.
- Sid Ahmed A.,** (2001). «Algérie ; quel développement ? Paradigme du consensus de Washington ou paradigme asiatique ?» in *Où va l'Algérie,* Mahiou A., & Henry J.R., (edis). Paris : Editions KARTHALA-IREMAM, pp 96-123.

Torvik R., (2002). «Natural Resources, Rent-Seeking and Welfare», *Journal of Development Economics*, 67 (2), pp 455-470.

Zouache A., (2012). «Etat, héritage colonial et stratégie de développement en Algérie », *les cahiers du CREAD*, n°100, pp 7-35.

Rapports

UNCTAD, (2020). *World Investment Report. International production beyond the pandemic.* Genève: Unctad.

UNCTAD, (2015). *World Investment Report. Reforming international investment governance.* Genève: Unctad.

ILO, (2020). *Protecting migrant workers during the COVID-19 pandemic: Recommendations for Policy-makers and Constituents.*

ILO, Brief (2020). *COVID-19 crisis and the informal economy :Immediate responses and policy challenges.*

ILO, (2020). *Le COVID-19 et le monde du travail: Répercussions et réponses* - 18 mars 2020.

Nshashibi K, Alonso-gamo P., Bazzoni S, Féler A, Laframboise N., & paris –horvitz S., (1998). *Algérie Stabilisation et transition à l'économie de marché.* Washington : Fonds Monétaire International.

World Bank (2020). *Global economic prospects, Lasting Scars of the COVID-19 Pandemic.* Chapter 3.

IMF, (2018). *Algérie, rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV.* Washington: IMF

IMF, (2020). *World Economic and Financial Surveys. Regional Economic Outlook Update.* Washington: IMF

<https://ilostat.ilo.org/topics/covid-19/covid-19-impact-on-labour-market-statistics/>

IMF statistical appendix, April, 2020.

Statistiques présentées par le ministère de la Poste et des Télécommunications. (2020).

Statistiques du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) (2020).

Thèses

Kenniche M., (2003). *Analyse de l'évolution du taux de change du Dinar Algérie en rapport avec l'ajustement structurel de l'économie algérienne.* Thèse de doctorat, université d'Oran.